

Colloque CCTB - Fondation Gabriel Péri
Pékin
28-29 octobre 2016

LES GAUCHES RADICALES EN EUROPE

Roger Martelli

Historien, membre du Conseil scientifique de la fondation Gabriel Péri

Remarques générales préliminaires

1. **Gauche, gauche radicale... Ces notions sont difficiles à définir.** En fait, elles désignent des logiques de répartition plutôt que des principes de classement. **Dans l'espace politique des démocraties occidentales, les forces se distribuent selon une logique de polarité.**
 - **La gauche et la droite s'opposent en longue durée sur l'axe de l'égalité.** La droite considère que l'inégalité est naturelle et bénéfique, puisqu'elle nourrit l'esprit de compétition et donc de créativité et de croissance ; elle ajoute toutefois que, pour éviter que la compétition ne débouche sur la jungle sociale, il faut que la concurrence s'accompagne de l'ordre et de l'autorité. La gauche, elle, considère que l'égalité est naturelle et qu'elle est le seul principe capable de produire de l'équilibre social, sur la base de la citoyenneté et de la solidarité.
 - Mais, à l'intérieur de chacun des deux grands regroupements, **d'autres polarités fonctionnent et distribuent les forces existantes sur des échelles complexes.** À gauche, les formes concrètes des clivages n'ont pas manqué (Feuillants et Montagnards, Girondins et Jacobins, à l'époque de la Révolution de 1789, plus tard opportunistes et radicaux, radicaux et socialistes, socialistes et communistes, social-libéralisme et antilibéralisme) ; la polarité, elle, a persisté. Depuis que le capitalisme est devenu un principe dominant de régulation de la vie sociale, c'est un rapport global à la société qui organise les gauches. Certains considèrent qu'il est possible de produire de l'égalité à l'intérieur des normes des sociétés de marché et qu'il suffit donc d'agir à l'intérieur du système capitaliste pour réduire les inégalités ; d'autres estiment au contraire que, le capitalisme étant par nature producteur d'inégalité, il n'y a pas d'autre solution, pour produire durablement de l'égalité, que de travailler à dépasser ce système en contestant ses normes structurelles. **D'un côté, se trouve une gauche plutôt portée à l'adaptation au système dominant ; de l'autre se trouve une gauche plutôt portée à la rupture avec ce système.** Selon les moments, les deux méthodes se rencontrent ou s'opposent ; à tout moment, elles se différencient.
 - La polarité ne définit aucun principe simple de classement, qui permettrait de situer chaque force particulière d'un côté ou de l'autre de la ligne de distinction. Mais, en gros, c'est l'existence de cette ligne qui fonde la distinction d'une gauche radicale et d'une autre gauche qui ne l'est pas. En première analyse, on peut donc considérer que la gauche radicale s'inscrit

dans **une tradition de contestation globale du capitalisme, aujourd'hui dans sa forme de capitalisme mondialisé et financiarisé**. Elle se définit ainsi d'abord par sa différence assumée avec une gauche socialiste qui, elle, a choisi plutôt de s'insérer dans les rouages de la mondialisation. Face à un socialisme tenté par la voie britannique du « social-libéralisme », la gauche radicale s'inscrit dans une démarche critique, ouvertement antilibérale et altermondialiste.

2. Au XXe siècle, c'est le rapport à la révolution russe d'Octobre 1917 qui a servi de ligne principale de démarcation, sous la forme du dualisme séparant les communistes et les socialistes.

S'écartant du modèle russe des bolcheviks, les socialistes se raccrochèrent à l'émergence, dans les pays occidentaux, d'une certaine régulation étatique du capitalisme de libre concurrence. « L'État providence » et le « keynésianisme » sont devenus les pivots de la gestion sociale-démocrate. Les communistes, eux, s'attachèrent à montrer que la société soviétique indiquait la voie d'une société égalitaire, où l'exploitation capitaliste n'était plus le principe de répartition des richesses et des pouvoirs.

Après 1917, l'histoire a introduit d'autres formes de distinction, à l'intérieur même de la sensibilité « radicale ». Le stalinisme sépara les communistes, attachés au modèle soviétique du « socialisme dans un seul pays » formalisé par Staline, et les trotskistes, toujours attachés à la perspective de la « révolution mondiale ». La centralisation étatique rigoureuse de l'URSS relança plus tard l'opposition entre les partisans d'un État égalitaire et fort et les héritiers, directs ou indirects, de l'esprit libertaire et anarchiste du XIXe siècle. Dans les années 1950-1970, la percée du Tiers-Monde, l'expérience cubaine, la voie chinoise du « maoïsme » nourrirent l'extension d'une jeunesse très radicalisée qui s'opposait vivement à des partis communistes officiels jugés insuffisamment révolutionnaires.

3. La triple crise récente du soviétisme, du tiers-mondisme et de l'État providence a redistribué les cartes.

Elle n'a pas mis fin pour autant à la polarité interne à la gauche occidentale. Mais cette polarité ne fonctionne plus de la même manière qu'il y a quelques décennies. Dans l'ensemble, les gauches sociales-démocrates classiques et les forces communistes se sont affaiblies (en Italie, le PC a même disparu) ; mais d'autres sensibilités et courants ont émergé, autour des revendications écologistes, féministes ou altermondialistes.

Tout cela s'inscrit dans **une évolution longue des sociétés**. Le recul de l'industrie mécanicienne, la diversification des statuts ouvriers, les apports soutenus de l'immigration, l'essor des services, l'éclatement des cadres d'organisation juridique du travail ont érodé les structures classiques du mouvement ouvrier européen. L'urbanisation accentuée et la « métropolisation » croissante ont transformé les cadres de socialisation populaire sur lesquels s'appuyaient les partis de la gauche communiste et socialiste. L'individualisation des rapports sociaux a érodé les solidarités et les structures collectives d'hier. Des formes nouvelles de mobilisation se sont développées, par exemple autour des « réseaux sociaux », mettant en question l'efficacité des syndicats et des partis. Autant d'éléments qui accélèrent les évolutions à l'intérieur de chaque pays, et poussent à des recompositions souvent encore incertaines.

C'est tout cela qu'il faut avoir en tête quand on étudie l'état des forces au sein de la gauche radicale.

État des lieux

En 2011, la fondation allemande Rosa Luxemburg comptait **environ 60 formations appartenant à la gauche radicale européenne**. Peut-on les regrouper en grandes familles plus ou moins homogènes ?

Il existe des typologies différentes de regroupement, sans qu'aucun ne s'impose de façon marquée dans la littérature scientifique consacrée aux partis de la gauche radicale. En fait, toute typologie est rendue délicate par l'extrême fluidité des idéologies existantes et par l'instabilité désormais chronique de systèmes politiques marqués par des effets de crise. L'installation d'une abstention structurelle aux élections, surtout dans les milieux populaires, l'instabilité des électors d'une élection à l'autre, la crise des mécanismes de la représentation politique, la faible différence des gestions gouvernementales de droite et de gauche et la poussée d'une extrême droite populiste rendent difficile l'action politique continue et expliquent les résultats électoraux souvent très variables des partis les plus à gauche.

1. Le critère le plus simple de définition de la gauche radicale est son insertion dans de vastes ensembles politiques continentaux. La crise du communisme européen a certes fait disparaître les structures héritières de l'Internationale communiste originelle. La notion de « mouvement communiste mondial » elle-même ne fonctionne plus de façon universellement partagée. C'est donc la mise en place du cadre politique de l'Union européenne qui, après le traité de Maastricht (1992), a relancé la recherche de cadres communs aux formations extérieures à la social-démocratie, elle-même regroupée dans le Parti socialiste européen et l'Internationale socialiste.

En 1991 apparaît le **Forum de la nouvelle gauche européenne** (*New European Left Forum*), rassemblant au départ dix-sept partis socialistes, communistes et rouges-verts, En 1998, dans la perspective des élections européennes de 1999, le Parti du socialisme démocratique allemand (PDS) réunit vingt partis de la gauche radicale afin de créer un cadre commun. En 2004, enfin, un **Parti de la gauche européenne** (PGE) est officiellement lancé à Rome, au départ centré sur 12 États, dont l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grèce et l'Espagne. Il regroupe aujourd'hui une trentaine de partis nationaux, membres à part entière ou associés au titre d'observateurs.

À ces deux structures s'ajoutent trois autres, de nature différente.

- La plus importante est celle qui regroupe l'essentiel des élus de la gauche radicale au Parlement européen : il s'agit du groupe parlementaire **Gauche unie européenne / Gauche verte nordique** (GUE/NGL). C'est un groupe confédéral, qui respecte donc l'originalité des origines nationales et des sensibilités qui le composent. Constitué en 1989, au départ autour des partis communistes héritiers directs ou indirects de l'eurocommunisme, il s'est élargi au fil des ans, regroupant aujourd'hui 52 députés venant de 27 pays et de pratiquement toutes les composantes de la gauche radicale européenne.
- **L'Alliance de la gauche verte nordique**, fondée en 2004, comprend sept formations scandinaves, dont la plus importante est le Parti de gauche de Suède. Elle est associée au Parti de la gauche européenne en tant qu'observateur et ses élus européens (3) siègent au groupe de la Gauche unie européenne.
- L'extrême gauche traditionnelle se retrouve quant à elle au sein de la **Gauche anticapitaliste européenne**, créée en mars 2000 par le Scottish Socialist Party (Écosse), le Bloc de gauche (Portugal), l'Alliance rouge et verte (Danemark), le Nouveau Parti anticapitaliste (ex LCR) (France) et le Parti de la liberté et de la solidarité (Turquie).

Il est à noter que ces ensembles se recoupent souvent : certaines formations (comme le Bloc de gauche portugais) appartiennent à la fois à la Gauche anticapitaliste et au PGE, et presque toutes se retrouvent au sein de la GUE/NGL.

2. Le second critère de définition se trouve dans la distinction qui sépare la gauche radicale de la social-démocratie. Nous nous trouvons en cela dans une certaine continuité avec la distinction communistes-socialistes du siècle précédent. Mais ce clivage ancien a été doublement remis en question, par l'effondrement du communisme de souche « marxiste-léniniste » et par le glissement de la social-démocratie européenne vers un « social-libéralisme » plus proche du « démocratisme » à l'américaine que de la tradition sociale-démocrate liée au mouvement ouvrier.

Désormais, la différence avec le courant socialiste se construit **autour de la mondialisation financière actuelle**. La gauche radicale est fortement nourrie, à la fin du XXe siècle, par les thématiques portées au départ par les mouvements anti-OMC (depuis les manifestations de Seattle en 1999) et par le **mouvement altermondialiste**. La contestation de l'ultralibéralisme est le point commun le plus fort de cette mouvance. Si toutes les composantes de la gauche radicale ne se disent pas ouvertement « anticapitalistes », elles s'accordent pour critiquer les politiques de dérégulation amorcées aux États-Unis et en Angleterre dès le début des années 1980.

- La « radicalité » dont on parle est donc d'abord celle de **la critique des logiques dominantes** : à la primauté de « l'économique » qui caractérise la doctrine libérale, la gauche radicale oppose les nécessités et les mérites du « social » ; à la glorification de la « compétitivité », elle oppose les vertus de « l'égalité » ; à l'idéologie de la « gouvernance », apparue à la fin des années 1970, elle oppose l'exigence de la « démocratie » et de la « souveraineté populaire ».
- **À cela s'ajoutent des traits nouveaux, qui ne dominaient pas l'espace communiste traditionnel.** La gauche radicale est désormais ouverte aux thématiques de l'écologie, revalorise massivement les enjeux proprement démocratiques et accorde une attention plus grande aux questions dites « sociétales » (questions de genre, d'orientation sexuelle, de lutte contre toutes les discriminations). La lutte pour l'égalité de redistribution, qui fit la force du mouvement ouvrier, s'élargit à d'autres dimensions, **plus qualitatives**, de la revendication égalitaire. Le repère le plus souvent partagé est moins celui de « socialisme » ou de « communisme », que celui d'« éco-socialisme » ou, dans le cas de la France, de « République sociale ».
- **Les couleurs de référence, elles aussi, sont plus diverses qu'autrefois.** Le mouvement ouvrier arborait volontiers le rouge et parfois le noir de l'anarchie. La radicalité du XXIe siècle y ajoute volontiers le vert de l'écologie, quand ce n'est pas l'arc-en-ciel des mouvements luttant contre les discriminations de genre et d'orientation sexuelle.

3. En même temps, tout dans la gauche radicale ne relève pas du commun. Des différences existent, tant du point de vue culturel que du point de vue stratégique. Ajoutons que ces différences se manifestent parfois moins entre des organisations différentes qu'à l'intérieur même des différentes structures existantes. Six thèmes sont plus particulièrement en débat :

- Le refus de l'ultralibéralisme est acquis, mais des différences se font sentir entre ceux qui s'inscrivent dans le retour vers un certain **keynésianisme** (une contribution de l'État à la régulation de l'économie) et ceux qui considèrent que la profondeur de la crise systémique révélée en 2008 oblige à des remises en cause plus profondes de la financiarisation des activités et, plus profondément, des modèles productifs eux-mêmes. Ce sont **d'autres**

critères d'efficacité économique et sociale qui sont alors mis en avant.

- La critique des gestions de gauche suivies depuis plus de trente ans, constitue comme on l'a vu un point de consensus important. Mais cette convergence de fait n'épuise pas les différences de culture qui continuent de séparer les traditions issues de l'extrême gauche du XXe siècle (elles sont méfiantes à l'égard de la gestion publique) et les traditions, plus proches du socialisme et du communisme classiques, qui n'hésitent pas à envisager un exercice du pouvoir dans le cadre de coalitions plus ou moins larges. **Les expériences de participation au pouvoir** (par exemple en France, en Italie ou en Grèce) sont ainsi sources régulières de divergences d'analyse et parfois de vives oppositions à l'intérieur des gauches radicales.
- Dans les années 1990-2000, la plus grande partie de la gauche radicale européenne s'est retrouvée dans les thématiques de « l'autre Europe », qui consistait à accepter le fait communautaire européen (l'existence d'une Union politique européenne) tout en contestant ses orientations. Or l'approfondissement des méthodes technocratiques de la « gouvernance européenne » et le maintien d'une politique monétaire et budgétaire de réduction de la dépense publique nourrissent la conviction, dans une part non négligeable de la gauche radicale, que **le cadre même de l'Union européenne est irréformable**. Certains considèrent donc qu'il n'y a pas d'autre possibilité que de se sortir de ce cadre, pour reconstruire un dispositif moins intégré reposant sur des systèmes de protection nationale et de coopération plus ponctuelles entre États souverains. La sortie du cadre de la monnaie unique (l'euro), voire la sortie pure et simple de l'Union européenne sont envisagées ouvertement par certaines forces et personnalités de la gauche radicale.
- La même tentation s'observe sur le terrain des relations internationales. Depuis quelques années, l'idée s'est installée que la mondialisation forme un système tellement cohérent et tellement dominé par le capitalisme qu'il n'est pas possible d'agir à l'intérieur de ce système. Si l'on veut aller vers un monde moins inégal et moins dominé, il n'y aurait donc plus d'autre perspective que d'engager un processus inverse de « **démondialisation** », en renforçant le champ des souverainetés nationales et des protectionnismes locaux. La montée de cette option s'explique entre autres par un certain essoufflement du mouvement altermondialiste, qui a affaibli la portée du mot d'ordre de ce mouvement : « un autre monde est possible ». La référence à un « **souverainisme** » national, la critique du « cosmopolitisme » sont des thèmes aujourd'hui répandus, **même s'ils sont loin de gagner la totalité ni même la majorité de la gauche radicale**.
- La cinquième ligne de différenciation porte sur **les formes d'organisation**. La crise politique en Europe s'accompagne d'une certaine obsolescence des structures partisans anciennes. La gauche radicale est ainsi partagée entre **trois grands modèles d'organisation**. Dans certains cas, les regroupements prennent la forme de **cartels** d'organisations qui gardent leur autonomie, leurs structures et leurs règles de fonctionnement : c'est le cas du Front de gauche en France. Dans d'autres cas, les formations existantes ont décidé de fusionner pour ne constituer **qu'un seul parti** : c'est le cas de Syriza en Grèce, devenu un parti en 2014. Enfin, est apparue en Espagne **une structure originale née des mouvements sociaux** les plus récents : il s'agit de Podemos, qui s'est constitué en mouvement politique à part entière à partir du mouvement des Indignés amorcé en 2011.
- Dans la toute dernière période est apparue une nouvelle ligne de différenciation. L'accentuation du glissement à droite des grandes social-démocraties européennes, leur

évolution vers un modèle proche du Parti démocrate américain (c'est le modèle de Matteo Renzi en Italie) poussent une partie des gauches radicales à considérer que le socialisme européen ne fait plus partie de la gauche. Certains poussent plus loin encore l'analyse en considérant que, de fait, la crise politique et la confusion des gestions gouvernementales de gauche et de droite **affaiblissent le clivage de la droite et de la gauche**. Cette situation, accompagnée de la poussée générale des extrêmes droites européennes, redistribue la donne de façon globale. Désormais, la ligne de partage ne serait plus entre la gauche et la droite, mais entre le « peuple » et « l'élite ». Sur le modèle de l'Amérique latine, des penseurs (Chantal Mouffe) et des organisations politiques (Podemos en Espagne, le Parti de gauche en France) sont tentés de se réclamer d'un « **populisme de gauche** » qui se substituerait à la gauche défailante.

Les composantes de la gauche radicale

Jusqu'à une période récente, les composantes de la gauche radicale vivaient sous la forme d'une séparation nette des courants historiques. Communistes, formations d'extrême gauche, socialistes « de gauche », écologistes et « mouvements sociaux » suivaient des trajectoires séparées, la plupart du temps concurrentes.

Les choses sont devenues plus complexes avec l'existence de plages de recoupement qui peuvent parfois aller jusqu'à la recomposition organisationnelle. Mais des sensibilités différentes persistent, qui peuvent même répugner à se fondre dans des alliances pendant longtemps refusées. C'est un bref tableau de ces composantes qui est ici présenté.

1. Les courants communistes persistent, mais sont en règle générale très affaiblis. Au XXe siècle, le communisme a été le courant le plus homogène et le mieux structuré de l'espace de la radicalité. Dans quelques cas (Italie, France, Finlande, Chypre), il a même disputé l'hégémonie au courant social-démocrate par ailleurs dominant en Europe. Aujourd'hui, à l'exception de l'AKEL de Chypre, aucun PC ne dispose d'une base électorale significative et de relais nombreux dans les réseaux associatifs nationaux. Profondément clivé dès les années 1970 (au temps de l'eurocommunisme), ce courant est aujourd'hui éclaté en au moins trois variantes :

- Certains partis communistes (PC de Grèce, PC portugais) continuent de se référer au modèle bolchevique-stalinien initial. Ils se défont à la fois de la social-démocratie et de la nouvelle gauche radicale. À l'initiative du PC de Grèce, ils se retrouvent à l'échelle mondiale dans le réseau des Conférences internationales des partis communistes et ouvriers.
- D'autres PC, notamment dans les pays scandinaves, ont opté pour une refondation rouge-verte cherchant à fusionner la thématique écologiste et la fibre égalitaire du communisme historique. On les retrouve à la fois dans l'Alliance nordique rouge-verte créée en 2004 et dans la Gauche unitaire européenne – Gauche verte nordique.
- Enfin, d'autres partis se sont engagés dans des voies intermédiaires, cherchant à concilier le maintien d'une référence identitaire au communisme et l'intégration dans des coalitions électorales plus ou moins vastes. C'est le cas des communistes allemands dans Die Linke ou des communistes français au sein du Front de gauche.

2. L'extrême gauche reste marginale quand elle conserve la forme traditionnelle qui la distinguait des communistes et des socialistes au XXe siècle. En règle générale, des formations continuent de s'inscrire dans la tradition du trotskisme européen ou des mouvements radicaux qui ont accompagné les années 1960 et 1970. Dans quelques cas, ces mouvements sont parvenus à des niveaux

d'influence non négligeables : au début des années 2000, les trotskismes français ont ainsi profité de l'affaiblissement du PCF pour créer de nouvelles structures (le Nouveau parti anticapitaliste) et regrouper jusqu'à 10 % des suffrages exprimés. Dans le cas des Pays-Bas, c'est même la mouvance « maoïste » qui a été à la base de la création du Socialistische Partij. Mais, dans ce cas, la sensibilité de départ s'est transformée en profondeur. En règle générale, les extrêmes gauches forment donc des minorités étroites : en France, le NPA a retrouvé le faible niveau qui était celui de la Ligue communiste révolutionnaire ; en 2016, au Royaume-Uni, la coalition Respect a disparu purement et simplement. En revanche, là où existent des regroupements pluralistes, des courants issus de l'extrême gauche historique peuvent occuper une réelle place symbolique.

3. La composante rouge-verte s'est développée dans les années 1990. Dans sa forme organisée la plus développée, elle est présente surtout dans les pays scandinaves où plusieurs partis communistes ont choisi de faire évoluer leur identification initiale pour éviter la marginalisation définitive. Elle reste partout limitée par le fait que les formations politiques écologistes sont plutôt portées à rechercher des convergences pratiques avec la social-démocratie. Pour l'instant, la critique antiproductiviste est faiblement raccordée à des projets « radicaux » et de nombreuses formations écologistes cherchent à faire prévaloir leurs choix à l'intérieur de coalitions « modérées », privilégiant donc l'alliance avec les socialistes plutôt qu'avec la gauche radicale..

4. L'évolution sociale-libérale a poussé vers la gauche radicale des fractions de la social-démocratie. Ce mouvement reste modeste, mais il a eu des effets non négligeables en Allemagne et en France, où des personnalités importantes venues du socialisme (Oskar Lafontaine, Jean-Luc Mélenchon) ont contribué à la restructuration et à la relance des gauches radicales de leur pays.

5. Enfin, des relations nouvelles se sont établies entre les structures de la gauche radicale et les acteurs du mouvement social contemporain. L'articulation du parti, du syndicat et des associations a été une base importante d'expansion pour les social-démocraties d'Europe du Nord et de l'Ouest, ainsi que pour les PC français et italien. Ces relations se sont distendues avec l'érosion progressive du mouvement ouvrier. Dans l'ensemble, le mouvement associatif, professionnel ou non, se méfie de toute forme qui paraît subordonner les intérêts associatifs à un système partisan fortement discrédité. Mais, dans la dernière période, de nouveaux contacts se sont établis, pour l'instant plus individuels que collectifs. En Allemagne et en France, de nombreux responsables syndicaux et associatifs se sont associés à l'expérience de Die Linke (les syndicalistes de la métallurgie) et du Front de gauche.

Le phénomène est plus prononcé dans les pays où le système des partis est le plus fragile. En Grèce, l'apport de militants issus des luttes contre les politiques officielles d'austérité a conforté la progression de Syriza. En Espagne, le mouvement des Indignés a même débouché sur l'émergence d'une nouvelle formation, Podemos, qui s'est imposée en peu de temps comme une donnée majeure de la vie politique du pays.

Où en est la gauche radicale ?

Dans l'ensemble, la gauche radicale des pays de l'Europe occidentale reste **modestement implantée**, tant dans ses effectifs d'organisation que dans ses résultats électoraux (voir document annexe : « Données statistiques sur les gauches radicales européennes »). En dehors de rares exceptions, elle n'a pas atteint l'influence attribuée par l'histoire des décennies précédentes à la social-démocratie ou aux partis communistes en France et en Italie. Elle n'a pu ni enrayer le déclin du mouvement ouvrier classique, ni relancer la politisation des classes populaires déstabilisées par les effets de la mondialisation en cours.

Cela s'explique bien sûr avant tout par le fait qu'aucune forme de regroupement n'a pris la place occupée au XIXe et au XXe siècles par le mouvement ouvrier. La diversification du salariat, le poids du chômage et de la précarité, l'éclatement des statuts dans le monde du travail, l'ampleur des migrations ont déstabilisé les cadres anciens, sans déboucher sur de nouveaux équilibres. Du point de vue électoral, les catégories populaires ont glissé vers une abstention devenue structurelle ; dans beaucoup de cas, une fraction non négligeable de ces catégories a même tendance à se porter sur des formations d'extrême droite.

De fait, l'écart avec le contexte passé est considérable. Il n'y a plus de groupe central, dans des sociétés où l'industrie n'a plus la force organisatrice qui était la sienne autrefois. De plus, la crise politique qui accompagne les difficultés économiques et sociales s'est traduite par un bouleversement des cultures anciennes et la perte des repères symboliques qui nourrissaient l'action des formations du mouvement ouvrier. Globalement, la gauche radicale européenne n'a donc pas réussi à occuper la place à gauche délogée par les difficultés de la social-démocratie. Son rôle est plutôt limité dans la vie politique du continent.

Ses résultats la situent dans un espace pour l'instant réduit (moins de 10 % en moyenne depuis le début du XXIe siècle) et instable. Mais la profondeur de la crise du système a donné une nouvelle légitimité aux contestations les plus fortes. Dans quelques cas, la gauche radicale est même parvenue à des niveaux qui contredisent la tendance générale. C'est le cas au Danemark et en France. C'est surtout le cas dans l'Europe méditerranéenne, et notamment à Chypre, en Espagne et en Grèce. Dans ces pays de faible tradition démocratique, l'ampleur de la crise sociale, les déchirements produits par les politiques d'austérité et l'effondrement complet de la social-démocratie en place ont libéré un espace inédit. En Grèce, cette situation nouvelle est menacée par les difficultés du gouvernement Tsipras, constitué sur la base de la percée spectaculaire de Syriza. Mais en Espagne, la poussée du nouveau venu de la vie politique locale, Podemos, n'est pas enrayée pour l'instant.

Même quand ses résultats sont appréciables, la gauche radicale n'a pas résolu le problème central des démocraties occidentales : l'écart de plus en plus grand entre les catégories populaires et les institutions démocratiques. L'encadrement des organisations de cette gauche appartient aux couches intermédiaires, souvent fragilisées par le chômage et la précarité, mais de qualification plutôt élevée. En cela, cette gauche radicale n'est pas parvenue à la composition populaire qui fut celle de la social-démocratie au XIXe siècle ou du communisme au XXe siècle.

La gauche radicale parviendra-t-elle à stabiliser son idéologie, ses conceptions stratégiques et ses formes d'organisation ? Constituera-t-elle une relève possible d'un mouvement ouvrier essoufflé et d'une social-démocratie ébranlée ? Les années à venir esquisseront sans nul doute une réponse à ces questions.